

8 novembre 2017

N° 81

4^{ème} année

Paraît tous les deux mercredis



Sommaire

p. 1 : Une revue stratégique française- p. 4 : Irak : et maintenant ? - p.6 : Vu de la lorgnette : Lueur à Gaza

Une revue stratégique française

On aura fait l'économie d'un Livre blanc en 2017. La Vigie ne s'en plaindra pas, tant cet exercice devenu répétitif avait perdu de sa vertu (cf. [LV 21-22](#)) et tant le monde refusait de se plier à nos pronostics avisés. C'est aussi que le temps pressait d'en finir avec un état d'urgence symbole de la précarité sécuritaire du pays, pour établir les conditions budgétaires du *new deal* politique, économique et social promis. On avait rassemblé ici mi-avril notre réflexion, « Élection présidentielle 2017 : les questions de défense » (cf [ES n°4](#)), avec la volonté pédagogique de proposer **une manœuvre de défense complète au service d'un vrai projet stratégique de la France**. On ne trouvera rien d'équivalent dans la « Revue stratégique de défense et de sécurité nationale » publiée le 13 octobre dernier.

Une feuille de route assez classique

Menée tambour battant, sans consultations excessives, dans le but affiché d'offrir un cadre suffisant d'orientations à une loi de programmation militaire 2019/2025 qui va en décliner les moyens au moins jusqu'à la fin de quinquennat en 2022, cette revue s'est voulue sobre et dense. En fait, elle a normalisé la politique publique de défense et de sécurité nationale dans le sillage des analyses faites pour le Livre blanc de 2013.

Une fois n'est pas coutume, La Vigie va paraphraser le contenu de cette revue que ses lecteurs n'auront peut-être pas pris le soin de parcourir tant l'exercice de 3 mois mené en petit comité et de façon expéditive a paru convenu. On ne manquera pas d'en souligner les approximations visibles et de prendre date pour la suite.

Instabilité et incertitude

Certes, nul n'ignorait combien la France était *exposée et engagée* dans un *environnement stratégique instable et incertain*. Le préambule de la revue stratégique **porte ainsi la marque du réalisme et révèle une inquiétude**, notamment vis à vis de la dissémination incontrôlée du terrorisme djihadiste, clairement dénoncé. Depuis 2013, en effet, le dérèglement général de l'ordre du monde s'est accentué en Europe et autour, les tensions militaires se sont rapprochées du sol national (d'Ukraine au Mali notamment) et la France a été surprise par le tempo des engagements militaires et sécuritaires dans lesquels elle devait s'impliquer directement. Les nouvelles interdépendances liées à la mondialisation, et notamment celles de l'information, ont créé de fortes vulnérabilités et facilité la

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

tâche de multiples perturbateurs qu'il faut contrer. La revue pointe dès lors clairement la surchauffe des forces armées confrontées à la *simultanéité*, la *dispersion* et la *complexité* des actions requises d'elles, alors même que s'imposent les tâches régulières de permanence et de sûreté de la dissuasion nucléaire stratégique et les nouvelles tâches de mesures de défense et de protection du territoire national. Sans convoquer la rhétorique de guerre que nous avons dénoncée (cf. [LV 29](#)), ce préambule affiche une lucidité que le stratégeste saluera, sans que soient pour autant évoquées les causes profondes d'une situation stratégique difficile et vraiment nouvelle en bien des points. Un constat donc, pas une analyse.

Une nouvelle conflictualité

Au dérèglement géostratégique qui consacre la sortie de l'ordre de Yalta, 25 ans après la Guerre froide, s'ajoute le dérèglement profond de la conflictualité, interétatique mais surtout infra-étatique et transversale avec la multiplication des acteurs, *dans des conflits plus durs avec des adversaires potentiels mieux armés*. Dans ce nouveau contexte *la supériorité opérationnelle et technologique* de nos forces ne va plus de soi. La revue pointe même ici *un risque de décrochage*. Surtout que *des ruptures* La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

technologiques, sources d'opportunités et de vulnérabilités nouvelles, créent des révolutions d'usage, notamment dans le domaine de l'information faisant de la *souveraineté numérique* un enjeu stratégique de la sécurité du pays. On appréciera là-aussi un regard lucide conforme à nos analyses. On devine entre les lignes que la question même du combat militaire est posée, de son caractère radical, de son coût et de sa conduite dans un univers de plus en plus a-militaire, trans- ou infra-étatique.

Un parti pris européen

Arrivé à ce point du constat stratégique qui recoupe assez bien, avec un pragmatisme que l'on salue, celui que font la plupart des stratégestes depuis des années, on change de tonalité pour se confier à *une ambition européenne et des partenariats forts*. On sort de la photographie stratégique instantanée pour aborder la conviction ou le pari politique. Sur la base du discours de la Sorbonne du 26 septembre, la revue évoque des initiatives variées de la technostructure de l'UE avec consolidation dans l'Otan, notamment dans le triangle vertueux Londres/Paris/Berlin. On va y revenir tant ce parti pris européen semble ignorer ces 25 années où la France a défendu seule l'indéfendable « Europe de

la défense » récusée par tous. L'objectif d'une *culture stratégique partagée* permettant d'*intervenir ensemble* selon un *corps de doctrine commun* relève de cette vision politique que bien peu partagent encore.

Une remontée en puissance militaire

Cette dernière partie assez originale dans l'expression et ambitieuse dans le projet relève du registre déclaratif.

Il s'agit d'abord de *remonter en puissance (pour) consolider notre autonomie stratégique*, sans que soit d'ailleurs exposé le projet stratégique qui exige cette autonomie ni précisé notre participation à l'effort global de gouvernance de la planète. La revue stratégique détaille la classique carte de visite stratégique d'une France qui veut *préserver sa liberté d'appréciation, de décision et d'action* ; en resserrant les liens de ses cinq fonctions stratégiques, en les articulant avec *une diplomatie forte et engagée* et en renforçant *la résilience générale* du pays.

De là on en vient au domaine organique du ministère: *remonter en puissance : conserver un modèle d'armée complet et équilibré*. Citons ici le texte intégralement : *la préservation d'un modèle d'armée complet et équilibré est indispensable pour assurer à la France son*

indépendance nationale, son autonomie stratégique et sa liberté d'action. Dans un environnement opérationnel plus exigeant, ce modèle doit disposer de l'ensemble des aptitudes et des capacités nécessaires pour atteindre les effets militaires recherchés sur la totalité du spectre des menaces et des engagements possibles, y compris les plus critiques. Il doit notamment permettre de s'engager en opérations de haute intensité dans les milieux terrestre, maritime, aérien, et d'agir dans l'espace numérique. Les armées françaises devront être en mesure d'agir de façon autonome dans les domaines de la dissuasion nucléaire, de la protection du territoire et de ses approches, du renseignement, du commandement des opérations, des opérations spéciales et dans l'espace numérique. Dans les autres domaines, les partenariats et coopérations amplifieront les capacités d'action de nos forces. On le comprend ici, le modèle de « couteau suisse » est pieusement conservé sans que des choix soient faits. **Les arbitrages seront donc budgétaires, socio-économiques et industriels et non politico-militaires ou sécuritaires.**

On en a confirmation dans les deux derniers refrains du texte : *remonter en puissance : une ambition industrielle et*

technologique réaffirmée ; L'innovation, au cœur de la démarche du ministère et des armées. Il s'agit de conserver à la France son statut de *grande puissance technologique*, grâce à son secteur de l'armement financé par un budget des armées qui sera porté progressivement à 2% du PIB en 2025. *L'agilité technologique* devra permettre de lancer des *opérations d'armement* pour décloisonner les secteurs industriels.

Cette honorable revue stratégique se conclut donc sur **un catalogue de bonnes intentions auxquelles chacun souscrira**. Elle renvoie aux arbitrages des technostructures interministérielles la nature et le niveau des équipements dont disposeront les armées pour accomplir les missions que le Président de la République, chef des armées, et le Premier Ministre, responsable de la défense nationale leur confieront.

Qu'en penser ?

C'est on le voit un constat lucide mais pas une vraie manœuvre de défense pour sécuriser un pays éprouvé par des attentats à répétition et qui sortait ce 1^{er} novembre de 719 jours d'état d'urgence sécuritaire.

La principale qualité de cette revue est bien sa sobriété pragmatique et lucide. Son principal défaut est de renvoyer des questions géopolitiques clés sur l'Europe et

le détail des financements nécessaires à une *remontée en puissance*, mais non à un vrai changement de posture de sécurité et donc également de modèle d'armée. La création simultanée du CNR-CNCT à l'Élysée montre que l'innovation est possible.

Sur la géopolitique, beaucoup a été dit de l'engagement continu de la France dans une PECSO qui est en échec depuis le sommet de Nice en 2000. Aucune relance n'y fera rien. Il faut donc chercher un autre cadre géostratégique pertinent ; nous avons proposé celui de *l'Atlantique à l'Oural et du Cap nord au Sahel* (cf. XXX). Parlons-en au lieu de nous aligner sur les *réassurances atlantiques*, autonomie stratégique oblige ! Sur la géopolitique aussi, si la Méditerranée et l'Afrique sont si décisives pour la France, peut-on se contenter de ce qu'on y fait ? Si la précarité sécuritaire demeure sur le sol national, les armées doivent y être déployées sans délai ; on ne se résigne pas à l'insécurité. Pour le modèle d'armée actuel, on sait qu'il est devenu insoutenable ; le saupoudrage et le report continueront à défaut de vraies priorités. La sécurité du pays impose un autre projet de défense pour la France, un projet courageux et réaliste, un projet politique (cf. [ES n°3](#)).



Irak : et maintenant ?

Lors d'un des numéros d'essai de La Vigie ([LV 00](#)) en 2014, nous expliquions à propos de l'EI que son noyau « *est d'abord irakien, héritier de dix ans de combat contre les Américains puis contre le régime d'Al Maliki* ». Alors qu'avec la chute de Deir El zor, l'EI est en passe d'être militairement battu ([LV 64](#)), n'est-ce pas l'occasion d'évaluer la capacité de l'Irak à se survivre après la guerre civile, une fois celle-ci terminée ?

La guerre contre l'EI

La guerre contre l'EI, en effet, a occulté bien des fondamentaux. Puisque nous étions « en guerre » contre le « terrorisme » qu'on qualifiait cette fois-ci éventuellement « d'islamisme radical », plus rien ne comptait et on en oubliait les caractéristiques stratégiques du pays depuis la guerre de 2003. Tout était subordonné à « la guerre contre l'EI ».

Qui se souvient encore des doutes de quelques experts [après les insuccès initiaux de la coalition mise sur pied par les États-Unis en septembre 2014](#), quatre mois après la prise fulgurante de Mossoul par l'organisation rebelle ? Peu à peu toutefois,

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

les progrès se firent sentir. En mars 2015, les forces irakiennes reprennent Tikrit, puis Fallouja en juin 2016. [Il aura fallu deux ans pour inverser réellement le rapport des forces](#) et convaincre le monde que chasser l'EI était possible. À la suite des nombreux attentats commis en Europe, la cause ne pouvait souffrir d'aucun doute auprès de l'opinion publique internationale.

En juillet 2017, Mossoul est reprise à son tour par les forces irakiennes, Ninive en août, Hawija (dernier « grand centre urbain » tenu par l'EI) en octobre. Le 3 novembre enfin, les forces de Bagdad entrent dans al-Qaïm, la dernière localité irakienne tenue par l'EI. L'organisation, initialement irakienne, ne tient plus que quelques postes dans la vallée de l'Euphrate en Syrie, positions dont elle est méthodiquement chassée par les FDS, les forces démocratiques syriennes (à majorité kurde et soutenues par les Américains) et les forces régulières syriennes, soutenues par les Russes, le Hezbollah libanais et les milices chiites iraniennes.

L'EI battue, l'Irak allait enfin pouvoir vivre en paix et évoluer vers une société sûre et apaisée, occupée à tirer profit des ventes de pétrole pour se reconstruire et reprendre

place parmi les nations normales. Sauf que [cette vision de conte de fées est improbable](#) et que bien au contraire, l'Irak ne devrait pas sortir aisément de la période de troubles.

Le cas kurde

La raison en est simple : [l'Irak demeure un pays multiethnique artificiel où rien n'est prêt pour organiser une société apaisée](#). Certes la démocratie délivre le pouvoir à une majorité mais dans un pays où les ethnies sont centrales, la majorité va à la confession la plus nombreuse, en l'espèce les Chiïtes. C'est bien pour tenir compte de cette réalité que les Kurdes cherchent, depuis des années, à accroître toujours plus leur autonomie envers Bagdad.

Ils ont mis à profit plusieurs facteurs favorables : d'une part, un regroupement au nord du pays dans une région frontalière et assez riche en pétrole, ce qui leur procure les moyens financiers de leur autonomie. D'autre part, une expérience ancienne dans la lutte qui permet à leurs unités d'agir, grâce à une organisation et une discipline militaires solides. Ainsi ont-elles tenu le choc face à l'irruption de l'EI, d'autant que le rapport de force n'était pas

initialement très favorable à l'EI qui a surjoué à la fois sa réputation et la fougue de ses soldats qui n'avaient pas peur de la mort, le suicide du combattant étant élevé au rang de tactique commune.

Aussi ce furent d'abord les unités de « l'armée irakienne » qui se débandèrent en deux jours à Mossoul : les djihadistes ne poussèrent pas beaucoup plus loin quand ils se heurtèrent aux Peshmergas (les combattant kurdes), qui se constituèrent donc en un rôle de résistance qui sera plus tard celui de la reconquête. Plus au sud, les djihadistes n'avancèrent que jusqu'aux abords de Bagdad, ville majoritairement chiite. **Enfin, l'EI ne contrôlera réellement que le triangle arabe sunnite**, situé au nord-ouest du pays à la frontière avec la Syrie, soit seulement 20 à 25 % de la population irakienne.

Kirkouk et le référendum

Les Kurdes profitèrent du chaos de 2014 pour se saisir de la ville de Kirkouk, ville traditionnellement multiconfessionnelle (50 % de Kurdes, 35 % d'Arabes, 15% de Turkmènes). La zone est surtout la région la plus riche en hydrocarbures d'Irak après celle de Bassorah, dans le sud.

Surtout, la solidité militaire des Kurdes en fit les alliés les plus fiables des Américains lorsqu'ils mirent sur pied leur coalition anti-EI. En effet, il faut rappeler les origines de la crise, en 2011 : soucieux de ne pas s'exposer au même chantage que celui subi en Afghanistan, le président Obama fit pression sur les autorités de Bagdad pour obtenir un accord favorable à ses troupes. Devant le refus du gouvernement irakien, **il n'hésita pas à rapatrier les forces américaines, ouvrant la voie à un nouveau déchirement du pays qui profita à l'EI.**

Aussi, lorsqu'il fallut revenir trois ans plus tard, les Américains durent reconstruire une armée irakienne à partir de zéro, d'autant que leurs efforts précédents n'avaient guère été concluants. La seule différence était que cette armée devait aussi se mettre à combattre et pas seulement se contenter d'être un instrument politique de débaassification et de sécurité intérieure.

Les Kurdes avaient eux l'expérience du combat. Aussi furent-ils les premiers bénéficiaires de l'aide militaire pour tenir le Nord du pays, pendant que la nouvelle armée irakienne, étoffée de nombreuses milices chiites, repoussait l'EI à partir du centre en remontant vers Mossoul.

Les Kurdes crurent alors que leurs appuis américains étaient solides. Ce qui amena le dirigeant kurde, Massoud Barzani, à tenter de profiter de la situation en organisant un référendum d'indépendance. Il pensait ainsi récolter le fruit des services rendus.

Mal lui en prit car si le référendum obtint un score positif de 92 %, le Kurdistan fut en butte à l'hostilité de tous ses voisins : Turquie et Iran, bien sûr le reste de l'Irak, tandis que la communauté internationale ne le soutenait pas et que les Américains brillaient par leur silence. **L'affaire mit en lumière les divisions internes des Kurdes** et le parti opposé à celui de M. Barzani, qui tenait Kirkouk, céda la ville sans combattre aux unités de Bagdad lancées contre elle.

Les options de Bagdad

M. Barzani a depuis lors démissionné et le Kurdistan en crise offre en théorie une nouvelle chance au gouvernement irakien. L'EI défait, le Kurdistan divisé, Bagdad peut reconstruire et sécuriser le pays. L'Irak officiel peut s'appuyer en effet sur des alliances composites. Avec l'Iran, tout d'abord, au titre de la solidarité chiite ; Avec la Turquie ensuite, au titre de la solidarité anti-kurde ; avec les États-Unis

qui préfèrent un Irak un peu indépendant à un Irak totalement dans la main de Téhéran (même si chacun a pu constater à quel point l'alliance américaine n'est pas des plus fiables).

On peut cependant prévoir le durcissement d'un axe chiite. Ainsi, comme en Syrie, les troupes les plus ardentes à défaire l'EI furent autant les milices chiites que les Peshmergas. Bagdad voudra probablement d'autant plus s'appuyer sur cet axe pour contenir les Kurdes qu'il partage les mêmes intérêts que l'Iran et qu'une future Syrie réunifiée ([LV 78](#)).

Résoudre la crise intérieure

Cela supposerait pourtant que soit résolue la crise intérieure. On a ainsi beaucoup critiqué M. Maliki, jugé responsable de 2011 à 2014 d'une politique sectaire à l'endroit des Sunnites ([LV 36](#)). Homme des factions, il aurait manœuvré pour réaliser une certaine unité contre les Arabes sunnites. C'est pourquoi l'élection de son successeur, Haïder al Abadi, en septembre 2014 (donc après l'irruption de l'EI) apparut aux commentateurs comme la promesse d'une politique plus équilibrée. Pour l'instant, il a relativement tenu ses

promesses, réussissant notamment à contenir la vengeance des milices chiites dans les villes sunnites libérées. Toutefois, il faut rester prudent : d'une part, son action a été occultée par la guerre civile et chacun sait que toute reconquête gomme bien des dissensions ; d'autre part, nul ne sait comment seront réintégrées les minorités sunnites. Certes, la fermeté envers les Kurdes visait à empêcher le démembrement du pays mais elle peut aussi favoriser un pouvoir chiite oppressif.

La forge de l'histoire

Il faut ici relire P.-J. Luizard, auteur d'un des meilleurs ouvrages sur l'EI ([Le piège Daech](#)), qui rappelle à quel point l'Irak, plus encore que la Syrie, est un État artificiel et combien la politique de Maliki fut le résultat inexorable des divisions ethniques du pays. Mêmes causes, mêmes effets ? L'avenir serait alors sombre. À moins que pour faire de l'Irak une nation il faille traverser une guerre civile, ce que les plus grandes nations ont expérimenté. Si la stabilité est à ce prix, alors peut-être aura-t-il fallu le payer et accepter que depuis Saddam Hussein la forge de l'histoire fût si violente.

Lorgnette : LUEUR À GAZA ?

La récente réconciliation palestinienne manifestée à Gaza peut être appréciée comme le signe d'un changement possible au Proche-Orient. En effet, le Hamas qui dirigeait l'enclave assiégée a bien vu les évolutions en cours dans la région. Ce mouvement proche des Frères Musulmans, et donc à distinguer de celui des djihadistes d'AQ ou de l'EI, a compris que cette étiquette islamiste lui causait du tort. Or, le Hamas est d'abord un mouvement de libération nationale avant d'être un radicalisme religieux.

Soumis à la pression constante de l'Égypte qui maintenait fermement le blocus du territoire, ses dirigeants ont saisi l'occasion d'une Autorité palestinienne fort affaiblie pour s'en rapprocher et lui transférer l'administration de Gaza.

L'Égypte agit ici probablement en liaison avec l'Arabie Saoudite qui annonce clairement vouloir régler enfin la question palestinienne. De même,, paradoxalement les États-Unis restent fort discrets et il se murmure qu'ils travaillent à un plan de paix ; voici enfin Israël qui parle plus de l'Iran que de ses frères ennemis habituels. Faut-il voir là le signe avant-coureur de manœuvres qui permettraient enfin d'avancer vers un vrai règlement ? On a tant été déçu qu'on restera prudent mais aussi attentif.